

ATTESTATION À REMETTRE EN CAS D'ERREUR OPÉRATIONNELLE

À remettre au requérant par les forces de l'ordre

Conditions cumulatives d'indemnisation :

1. Vous ne devez pas être concerné(e) par l'enquête
2. Votre logement doit avoir été endommagé par erreur par les forces de l'ordre

 Seuls les frais de remise en état à l'**identique** de la porte seront remboursés.

À remplir par les forces de l'ordre

- Date de l'opération : ____ / ____ / ____
 - Adresse du logement perquisitionné par erreur :
N° ____ Rue _____
 - Code postal _____ Ville _____
 - Porte blindée : ☐ Oui ☐ Non
 - Nom du service enquêteur : _____
 - Téléphone : _____
 - E-mail : _____
 - Numéro de procès-verbal : _____
 - Juridiction / parquet : _____
 - Nom du magistrat (le cas échéant) : _____
 - Cachet et signature de l'agent : _____
-
- Fait à : _____, le ____ / ____ / ____

Requérant concerné (à qui l'attestation est remise)

- Nom / Prénom : _____
- Qualité : ☐ Propriétaire occupant ☐ Propriétaire bailleur ☐ Locataire ☐ Autre

Pièces à joindre à votre demande :

- | | |
|-------------------------------------|---|
| 1. Cette attestation complétée | 4. Facture acquittée des réparations |
| 2. Photo de la porte endommagée | 5. Titre de propriété et/ou contrat de bail |
| 3. Carte d'identité ou extrait Kbis | 6. Attestation de non-prise en charge par assureur et/ou bailleur |

Besoin d'aide?

Rendez-vous sur mon-indemnisation.justice.gouv.fr
Ou adressez-nous un courrier à Ministère de la Justice -
DSJ/SDFIP/FIP6 -Bureaux du précontentieux
13, Place Vendôme - 75042 Paris Cedex 01

Scannez-moi pour commencer
votre demande d'indemnisation

